



Eloignée des combats de coqs, la FEF a obtenu des avancées et prépare la réponse étudiante

Geplaatst op zaterdag 19 januari 2013 |

SHARE

L'agenda du ministre n'est pas anodin : faire avancer ce dossier en pleine période d'études et d'examens, a pour conséquence d'exclure les premiers concernés par le débat: les étudiants. Et pour la FEF, ce sont l'intérêt de l'étudiant, la qualité et l'accessibilité des études qui priment. (CP de la FEF du 18 janvier 2013)

En décembre, la FEF a mené une campagne d'information et de mobilisation. Cela a porté ses fruits. En effet, des éléments très négatifs du projet ont été retirés. Parmi ceux-ci : la légalisation du refus d'inscription pour manque de place (et donc de la sélection), le gel du financement des établissements, le manque de représentation étudiante et l'abandon de l'année d'étude sous la forme qu'on lui connaît. Eloignée des combats de coqs que d'autres acteurs de l'enseignement ont mené, la FEF a ainsi pu faire progresser positivement cette réforme du décret paysage.

Mais plusieurs éléments nous posent encore question tels la composition des organes, les conséquences du nouveau système d'année d'étude sur la qualité de la formation, et le danger d'adéquation de l'enseignement supérieur aux impératifs économiques régionaux. Plusieurs pièces du puzzle paysage ont été déplacées. Ainsi, la question fondamentale du financement n'est pas traitée. Repenser le paysage sans parler du financement à venir et des clefs de répartitions est dangereux. Le projet d'harmonisation du minerval est tombé également. Mais le ministre entend sortir un projet de décret spécifique au coût des études, dossier que nous suivrons de près.

La FEF décidera des positions à défendre quant à la nouvelle version du projet, lors de son prochain Conseil Fédéral (assemblée générale) qui rassemble les représentants étudiants des différents établissements, début février. Elle sera également active sur le terrain, dès la rentrée, pour impliquer ses étudiants afin de s'assurer que la réforme aille réellement dans le sens d'un enseignement de qualité et accessible à tous. Enfin, nous défendrons le point de vue des 115 000 étudiants que nous représentons, lors de la concertation au cabinet du ministre Marcourt.